L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

n° 635

semaine du 17 décembre 2020 au 6 janvier 2021

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Des milliers d'artistes et de professionnels du spectacle, rassemblés le 15 décembre, place de la Bastille.

DR

Page 5

« Non, nous ne nous laisserons pas abattre ! »

Beaucoup de jeunes venus avec des pancartes fabriquées par eux-mêmes, condamnant notamment la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, ou le Premier ministre, Jean Castex. Les secrétaires des confédérations CGT et FO étaient présents en soutien à ce rassemblement.

Des prises de paroles ont eu lieu tout au long du rassemblement. Dans les interventions qui se succèdent à la tribune, c'est la colère qui s'exprime contre la décision de maintenir la fermeture des lieux de spectacles : que ce soient les syndicalistes CGT et FO, les comédiens comme notamment Christophe Alévêque, Ariane Ascaride ou Charles Berling, les représentants d'association ou les élus, tous mettent en cause les décisions du gouvernement, qui font « crever » toute une profession et au-delà, la culture pour la société toute entière.

Éric Coquerel, député de La France insoumise, s'est livré à un véritable réquisitoire contre la politique du gouvernement, déclarant que *« bien évidemment, il y a un lien quand on s'attaque aux libertés de manifester, quand on emprunte de plus en plus les voies d'un régime autoritaire et qu'on ferme les salles de spectacle, ça a un lien ! »* et de conclure : *« je dis à ce gouvernement, quand on est en guerre contre la culture, on est en guerre contre le peuple en réalité* (…) *ce n'est plus supportable, cette privation des libertés. Il faut que les lieux du spectacle rouvrent ! »* (…)

Parmi les interventions, celle de l'acteur, metteur en scène et directeur de théâtre, Charles Berling, a retenti comme un véritable cri de révolte dans ce rassemblement, notamment lorsqu'il a déclaré : *« je mesure chaque jour que les compagnies sont en train de mourir, je mesure chaque jour que les jeunes vont crever pour simplement servir les GAFA »* ajoutant qu'*« à Toulon, dès cette semaine, nous voulons désobéir, nous jouerons dans les écoles (…), oui nous irons jouer dans les centres commerciaux, oui nous irons dans les églises, nous irons sur les parvis, nous irons partout »* et de conclure *« Non, nous ne nous laisserons pas abattre ; la sidération, l'accablement, c'était pour hier ; aujourd'hui, c'est la colère et la révolte ! »*

Les responsables syndicaux ont réaffirmé l'exigence d'ouverture immédiate des lieux de culture (…).

Correspondant ■

Répression d'État contre les manifestants, coup de force permanent contre les libertés

Ce samedi 12 novembre, rien qu'à Paris, 142 interpellations. Le ministre de l'Intérieur parle d'interpellations « d'individus ultra-violents ». Tous les témoignages démontrent en réalité des arrestations arbitraires, dont la plupart, parfois après de longues heures de garde à vue, sont classées sans suite !

C'est ce même pouvoir qui par décret vient de décider le fichage des syndicalistes, le fichage des citoyens en fonction de leur orientation politique, philosophique, sexuelle… Le même qui vient d'adopter en Conseil des ministres le 9 décembre le projet de loi réactionnaire sur le séparatisme (lire page 15).

En proie à une crise qui ne cesse de s'aggraver (lire page 3), paniqué par la révolte qui se concentre contre lui, contre ses mensonges, ses décisions criminelles, il entend pourtant continuer sa politique destructrice au service du capital financier. Voués au démantèlement : l'hôpital, l'école, EDF, la SNCF, la RATP…

Arrosées de milliards, les multinationales, pour qu'elles mettent en œuvre la purge conforme aux intérêts et aux dividendes de leurs actionnaires.

Cette politique mène à la catastrophe. Les chiffres du chômage, de la pauvreté explosent. Le confinement meurtrier, au nom duquel est ordonnée et maintenue la fermeture des facs, des restaurants, les lieux de spectacle, de culture menace les conditions d'existence de centaines de milliers de travailleurs et de jeunes, les fait littéralement « crever ». C'est pour tenter d'étouffer la révolte et poursuivre sa politique destructrice que le gouvernement accélère sa fuite en avant liberticide et autoritaire.

Aujourd'hui, 15 décembre, des milliers d'artistes, de professionnels du spectacle se sont massés place de la Bastille avec leurs organisations : « Assez, on ne veut pas mourir ! Réouverture immédiate des lieux de spectacle ! »

Leur révolte fait écho à celle des milliers qui veulent le retrait de la loi « sécurité globale » à la résistance des travailleurs d'EDF, de la SNCF, de l'hôpital public (voir pages 6 et 7).

■

Page 7

800 « MÉDICO-SOCIAUX » FACE AU MINISTÈRE CE 15 DÉCEMBRE

« 183, on-n'lâche-ra-pas ! »

Ce 15 décembre, 800 hospitaliers du « médico-social », venus de toute la France (on a compté des délégations de 70 établissements), se rassemblent devant le ministère de la Santé, à Paris.

À partir de 11 h 30, ils descendent des cars, avec leurs banderoles, leurs drapeaux syndicaux, leurs pancartes rejoignant leurs camarades en cortège (…). Rapidement, les trottoirs, où la police voulait contenir les manifestants, sont débordés et l'avenue de Ségur est occupée (…).

Pourquoi sont-ils tous là ? Par un décret du 19 septembre dernier, le ministre Véran les a exclus de l'augmentation indiciaire de 183 euros par mois obtenus par leurs autres camarades hospitaliers à la suite des accords du Ségur de l'été. Ils ont pourtant le même statut, les mêmes grades !

Une injustice passée sous silence, qui a conduit, dès le 12 novembre, à ce que s'organise, à l'initiative, au départ, de quelques établissements, une visio conférence suivie par des délégations d'une soixantaine d'établissements, avec leurs délégués syndicaux, qui avait proposé ce rassemblement à Paris (…).

À force d'insistance, une délégation de quatre est acceptée, composée de représentants de la « visio conférence », respectueuses des différentes appartenances syndicales (CGT, Sud et FO).

Avant que ne rentre la délégation, plusieurs prises de paroles se succèdent, suivies avec une grande attention. Parmi elles, celle de la secrétaire générale de la fédération CGT, Mireille Stivala, qui, saluant les manifestants, déclare en substance : « Il faut les 183 euros pour tous ! L'heure n'est pas n'est pas de discuter qui a signé ou pas les accords du Ségur. Il faut dépasser les étiquettes syndicales pour s'unir sur la demande des 183 euros pour tous. »

À 13 h 30 enfin, la délégation pénètre dans le ministère, sous les applaudissements nourris des manifestants qui scandent : *« 183, on-n'lâche-ra-pas ! »* (…)

Correspondant ■

INDE
Les paysans ne lâchent pas !

Cela fait maintenant plus de vingt jours que trois cent mille paysans, regroupés autour de leurs organisations syndicales, occupent les cinq points d'entrée de la ville de Delhi et tiennent le siège.

Les paysans indiens en manifestation.

DR

Page 6

SNCF : résistances à l'ouverture à la concurrence

Plusieurs grèves secouent en ce moment la SNCF en Île-de-France, notamment chez les agents de conduite, à Paris-Nord, à Saint-Lazare ou encore à Austerlitz. La direction souhaite se mettre en ordre de marche pour préparer l'ouverture à la concurrence. Pour cela, elle doit découper ligne par ligne tout le réseau transilien afin de livrer les « produits » au privé.

Page 7

Grève massive à EDF pour le retrait du projet Hercule

À deux reprises, le 26 novembre et le 10 décembre, la grève à EDF appelée par toutes les fédérations syndicales a été fortement suivie.

Page 4

Inquisition à l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris)

Poursuites, menaces, sanctions, pour bâillonner des médecins

La colère gronde toujours chez les médecins hospitaliers, et il semble que l'Élysée ait décidé de « faire des exemples » pour imposer son joug aux praticiens récalcitrants.

JE M'ABONNE À INFORMATIONS OUVRIÈRES

☐ **Par prélèvement mensuel** : 5,80 euros

Pour consulter l'édition numérique d'*IO* (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES .....@.....

☐ **5 numéros "découverte"** : 7 euros

Nom : ..... Prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières.*